

CAMBODGE NOUVEAU

15-30 Oct. 1994

Politique Economie Finance

Volume 1 Numéro 16

IMAGES

Un grand effort a été entrepris par le gouvernement pour changer l'image du Cambodge à l'étranger. Il veut retourner l'opinion internationale, que des médias malveillants tromperaient. L'une des plus grandes sociétés de communications du monde en est chargée.

Le fait est que cette image est mauvaise. La presse, qui préfère toujours les mauvaises nouvelles, ne manque pas de sujets : khmers rouges, otages, insécurité, corruption, lenteurs de la justice, incertitudes politiques, manque d'infrastructures, ...

Mais le fait est aussi qu'une image peut être modifiée, voire changée. Les gouvernements, les hommes politiques les industriels le savent bien : une image se travaille; publicité et propagande bien faites créent l'opinion.

Vérité déjà ancienne ! Que reste-t'il des temps

d'Angkor ? Des images. Les figures monumentales du Bayon, géniale trouvaille de propagande, affirmaient aux quatre horizons la divinité et l'autorité du souverain; les bas-reliefs illustraient durablement la gloire de ses hauts-faits. On n'a changé que de techniques.

Cependant, pour convaincre les investisseurs étrangers de choisir le Cambodge, l'image suffit-elle ? Les industriels, les banquiers, sont peu accessibles à la séduction des images. Ils demandent surtout des faits et des chiffres.

Bien sûr le Cambodge ne manque pas d'atouts réels qu'il faut rappeler souvent : richesses naturelles, situation géographique, main-d'oeuvre bon marché ..., à quoi s'ajoute une bonne loi sur les investissements.

Mais il ne faut pas se tromper: l'adversaire, ce n'est pas la presse, et ce qu'il faut changer en priorité, ce n'est pas l'image. C'est la réalité. A.G.

le point sur

LES PRIVATISATIONS

Depuis que le gouvernement est en fonction, en gros depuis un an, 14 entreprises d'Etat ont été "privatisées". En fait louées à des sociétés privées pour de longues durées : 20 ans le plus souvent, parfois 25 ou même 30. M. Hul Lim, sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie, a fait le point pour *Cambodge Nouveau*.

Rappelons que le Cambodge, ayant clairement opté pour l'économie de marché, a officialisé l'entreprise privée en 1989, et décidé de confier au secteur privé les 65 entreprises gérées par l'Etat. Chiffre au reste assez théorique : une vingtaine à peine étaient alors capables de produire quelque chose (*Cambodge Nouveau* n° 7). (suite p.5)

interview Vann Molyvann ministre d'Etat

Les projets de villes nouvelles ? Je ne suis pas au courant. Attention à ces rêves d'urbanistes ! Il faut en tous cas réaliser d'abord des études approfondies.

Mon action est bien différente. Elle vise à réhabiliter le système urbain du Sangkum. Nous avons trois objectifs :

- éviter un exode rural massif vers Phnom-Penh;
- développer les autres villes pour freiner cet exode;
- créer des emplois.

Il existe sur notre territoire beaucoup de zones minées, cela casse la production agricole, et une grande partie des paysans vivent bien au-dessous du seuil de pauvreté. Pour ces paysans, pour les soldats démobilisés, c'est une stratégie d'urgence qu'il faut mener.

Nous concentrons le peu de moyens que nous avons sur trois zones :

1) **Phnom-Penh**. Il s'agit de la réhabiliter, de la moderniser, de lui donner les structures, les conditions qui la rendent capable de gérer le pays, de jouer son rôle de capitale.

2) **Siem Reap** : actuellement les temples sont dans un état lamentable, à cause des trafics. Nous devons réhabiliter dans cette zone l'âme même du Cambodge. Actuellement, notre seule ressource est le tourisme. Siem Reap est un

pôle générateur de devises fortes. Nous devons favoriser au maximum l'industrie du tourisme. Le décret-loi n° 1 a défini les zones de la province de Siem Reap.

3) **Sihanoukville**, la sortie naturelle du Cambodge, bon port en eau profonde, bien équipé, est aujourd'hui presque asphyxié, employé encore bien au-dessous de sa capacité. Avant la guerre, il traitait un million de tonnes par an, on en est actuellement à 600 000t. Il faut réhabiliter les routes, les moyens de transport, le port lui-même dont beaucoup de zones ne sont plus accessibles, beaucoup d'apontements sont hors d'état, et il faut draguer. Pour le complexe pétrolier, il est à rénover complètement, et il faudra que le terminal soit construit beaucoup plus loin de la côte pour être accessible à de gros tankers, et ainsi réduire très sensiblement le prix de revient du brut importé.

Il faut créer une zone pour les activités industrielles, et autres, à Sihanoukville. Il existait un plan déjà en 1959. Nous le réactivons, et sommes en train d'élaborer le zonage : les fonctions industrielles, portuaires, urbaines et touristiques seront clairement délimitées. Le site s'y prête très bien. On prévoit que la population passera de 45 000 habitants actuellement à 100 000 dans cinq ans. Le Conseil

(Suite page 2)

à l'intérieur ...

Interview S.E. Vann Molyvann
Interview S.E. Var Huot
Le point sur les privatisations

pages 1-2
page 6
pages 1-5

VANN MOLYVANN (suite)

(Suite de la page 1)

des ministres statuera sur le plan directeur en cours de préparation.

(Un premier projet présenté par la société thaïlandaise Ban Chang Regional Development Co Ltd en janvier 1994 a été rejeté. Dans un nouveau projet présenté en septembre, la zone destinée aux activités exportatrices, et "zone franche", d'abord prévue au sud de la raffinerie, près de la zone résidentielle et du port, a été située à l'intérieur même de la future zone industrielle, à l'est de la raffinerie. Ce projet doit encore obtenir l'approbation du CDC).

Sihanoukville trouver de l'eau

L'obstacle, actuellement, c'est l'eau. Il faut créer sans attendre de nouveaux puits, mais aussi amener de l'eau à partir d'un barrage entièrement nouveau sur la rivière Tuk Sap (RN4). Un ouvrage très coûteux (30 millions de dollars), qui ne sera pas achevé avant cinq ans. Nous avons demandé à la nouvelle Zélande de nous aider pour les études de faisabilité, et à la Banque Asiatique de Développement pour le financement.

En ce qui concerne l'électricité, elle ne pose pas de problème, puisqu'on peut compter sur du pétrole. Ce pétrole va induire des industries pétrochimiques à moyen terme. Il faut nous y préparer, et là encore nous préoccuper de l'approvisionnement en eau.

Phnom-Penh : les squatters

A Phnom-Penh, nous sommes affrontés au problème des squatters, qui sont environ un dixième de la population. Nous l'aurons traité dans un délai de deux à cinq ans maximum.

La politique vis à vis des squatters a changé. On ne les enverra pas à 15 km dans des zones dépourvues de la moindre infrastructure. Il faut leur donner des

emplois, de façon qu'ils gagnent leur vie et ainsi sortent d'eux-mêmes des squatts.

Nous voulons créer des zones industrielles qui comporteront des cités dotées des infrastructures de base, où seront mêlées différentes couches sociales. Ces terrains seront vendus sans spéculation, il y aura des "lots sociaux", qui seront subventionnés pour être vendus au prix du marché. La différence de prix entre les terrains vendus aux "riches" et les terrains vendus aux "pauvres" établira une péréquation. En somme les riches aideront les pauvres.

Nous avons l'assistance de la Ville de Paris pour ce programme d'identification des sites nouveaux et de relogement. Elle comporte des moyens humains, un financement, et la formation de personnel cambodgien : nous aurons des urbanistes, des géomètres et des architectes voyers dans trois ans.

Un autre dossier concernant Phnom-Penh : il consiste à déménager la gare, à la reconstruire plus à l'est et à réaménager et promouvoir la zone occupée par la voie ferrée le long du lac.

Dans l'ensemble, je demeure très pessimiste. Nous travaillons avec très peu de professionnels cambodgiens : 2 ou 3 architectes pour une ville d'un million d'habitants, c'est du système D, ce n'est pas une vraie structure. Il faut dire qu'en 1994 nous ne maîtrisons pas encore une situation qui est socialement et politiquement explosive.

Un point qu'il faut souligner toutefois : j'ai vu travailler les techniciens cambodgiens affrontés au problème des inondations. Ces gens, qui ont vécu la période des Khmers rouges, sont formidables. Ils ont par exemple réussi à réparer les pompes qui étaient hors

d'usage depuis 1970, et toutes les pompes fonctionnent actuellement. C'est pour quoi les inondations ont pu être tant bien que mal résorbées. Mais tous les services techniques sont à reconstituer : les égouts, l'électricité, l'adduction d'eau, ...

Le travail qui est devant nous est énorme !

options

Le futur port de Phnom-Penh

Il ne sera ni à son emplacement actuel, où il n'y a aucune possibilité de développement industriel, ni sur la rive opposée du Tonle-Sap sur la presqu'île de Chruï Changvar, où il ne peut y avoir de desserte ferroviaire, ni encore loin en amont sur la rive du Tonle Sap comme cela a été proposé, prévoit M. Li Chen Thong, urbaniste cambodgien installé dans la région parisienne qui travaille, sur la demande de M. Vann Molyvann, à l'aménagement à long terme (2015) du Cambodge. *"Je préconise plutôt un site à environ 25 km en aval de Phnom-penh, qui sera dans l'avenir desservi par la voie ferrée prévue entre Phnom-Penh et Ho-Chi-Minh-ville, aux environs de l'usine de contre-plaqué de Dey-Eth"*.

Villes nouvelles ?

"J'ai d'autre part refusé un projet américain de "Diplomat City", dit M. Li Chen Thong, une ville résidentielle sur 260 ha, avec dispensaire, centre socio-culturel, et comportant aussi des habitations pour les Cambodgiens riches, qiri aurait été située à 5 ou 6 km au-delà de Pochentong. Elle ressemblait à ces villes "toutes faites", comme on en construit en Arabie Saoudite. Cela ne convient pas à la mentalité cambodgienne".

A PROPOS ...

investissements ?

Dans une déclaration reproduite dans divers journaux, le premier Premier ministre reproche à la presse de préférer les mauvaises nouvelles aux bonnes, et en particulier de ne pas parler des investissements arrivés au Cambodge depuis qu'a été adoptée la loi sur les

investissements (le 8 août). *Cambodge Nouveau* a essayé de se procurer la liste de ces nouveaux investissements, ou au moins des informations les concernant, auprès du Conseil National des Investissements, désormais "guichet unique". Sans succès. *"Il est trop tôt"* nous a-t-on répondu. Au ministère du Commerce, où doivent être enregistrées les nouvelles sociétés, on ne possède encore

aucune information sur ces investissements nouveaux (voir l'interview du ministre M. Var Huot). Au ministère de l'Industrie, nous avons eu des informations sur des investissements "récents" (voir dans ce numéro) étant entendu que les contrats récemment signés depuis un an sont le résultat d'études et de négociations souvent longues. Rappelons que selon la loi sur les

investissements, le Comité des Investissements doit donner une réponse aux candidats-investisseurs dans un délai maximum de 45 jours après le dépôt de leur dossier. Cambodge Nouveau fera part de bonnes nouvelles dès qu'il en aura connaissance.

liberté ?

Il n'y aura pas de liberté de la (suite page 3)

GRANDS PROJETS GRANDES OPTIONS

Le projet

CHINA TOWN

Très original, très ambitieux, le projet de "China Town" consistait à faire venir de Chine pour peupler cette ville nouvelle, construite de toutes pièces près de Tak Mau dans le sud de Phnom-Penh, 200 000 immigrants chinois. Non pas Chinois pauvres fuyant la misère, mais au contraire petite bourgeoisie née de la libéralisation et du développement économique, qui cherchent un pays où existe beaucoup de champ libre pour les initiatives, où ils pourront investir librement leurs économies en échappant aux contraintes du socialisme.

L'idée est venue d'un courtier chinois, M. Lee, qui en a convaincu d'une part les responsables cambodgiens dès juillet 1993, et d'autre part la société chinoise *Non Ferrous Metal Industries Corporation*. Cette société n'est pas n'importe laquelle. Elle compte 1 million d'employés. Son vice-président est Wu Lisheng, beau-fils de Teng Hsiao Ping.

La force du projet vient de la taille de *Non Ferrous Metal*. Sa dimension la met en mesure non seulement d'investir les quelque 2 milliards de dollars nécessaires (par tranches successives) pour construire la

ville, avec ses quartiers résidentiels, les "tours" du quartier d'affaires et les infrastructures nécessaires (réseau routier, centrale électrique, télécommunications, écoles, supermarchés, cliniques, hopitaux, parcs et jardins, services collectifs divers...), mais de convaincre 200 000 Chinois de venir s'installer au Cambodge dans cette ville, de leur donner confiance.

Pour l'économie Cambodgienne, pensaient les promoteurs, c'était un coup d'accélérateur exceptionnel, par l'injection de moyens financiers considérables et quantité d'emplois induits: non seulement les 2 milliards de dollars correspondant à la construction de China Town, mais les dizaines de milliers de petits investissements au ras du sol de ces immigrants: restaurants, boutiques, petites fabriques, ... tout le pays en aurait été irrigué. "Ce projet n'était pas aussi insensé que plusieurs journaux l'ont dit", remarquent les promoteurs.

D'ailleurs dans un premier temps les responsables cambodgiens ont été séduits, jusqu'aux plus hauts échelons. Les promoteurs du projet ont publié une luxueuse plaquette, qui

montre des vues futuristes de la nouvelle ville, et qui reproduit aussi les signatures données au projet par les deux Premiers ministres, celles de M. Chea Sim, de M. Keat Chhon et de M. Chea Chantho, et même les félicitations de Sa Majesté le Roi.

En mai 1994, les documents étaient signés, *Non Ferrous Metal* pouvait penser que tout était en ordre. La société offrit un banquet auquel assistèrent tous les ministres cambodgiens, y compris les deux Premiers ministres et M. Chea Sim.

Or le 20 juillet dernier, le gouvernement, tous ministres réunis, décide de refuser le projet. Le partenaire chinois est stupéfait. Que s'est-il passé ? Apparemment, personne ne s'était avisé, côté cambodgien, que 200 000 Chinois, c'est beaucoup. Peut-être les promoteurs, ou leur représentant au Cambodge, n'avaient-ils pas été assez explicites. Même l'ambassade de Chine à Phnom-Penh, semble-t-il, n'avait pas compris quelle immigration massive le projet impliquait.

Toujours est-il que les arguments *contre* sont soudain bien tardivement apparus. On s'est mis à craindre une "invasion pacifique" du Cambodge par

la Chine. A soupçonner des arrière-pensées politiques ("puisque la Chine a raté son coup avec les Khmers rouges, elle essaie autre chose ..."). On s'avise que 200 000 Chinois peuvent devenir un million dans quelques décennies. Et l'on se rappelle que déjà les Cambodgiens sont menacés de disparaître par métissage. Il y a déjà environ 1 million de sino-cambodgiens au Cambodge. Combien reste-t-il de Cambodgiens de pure race ? Peut-être 4 millions ? Et puis ces Chinois nouveaux, qui ont de l'argent et du savoir-faire, ils risquent de dominer les Cambodgiens plus qu'ils ne les aideront ... Bref, tout à coup, après trop d'enthousiasme, on ne voit plus que les défauts du projets.

Le ministre d'Etat Keat Chhon, qui s'est intéressé de près au projet de China Town suggère que les immigrants chinois soient dispersés en petites communautés sur le sol cambodgien.

Mais, objectent les promoteurs, alors il devient beaucoup plus difficile de persuader des Chinois de venir au Cambodge, car c'est l'idée d'une grande ville moderne qui les séduit, et le fait d'être nombreux ensemble qui les rassure. Et puis, sans la grande ville nouvelle, pas d'infrastructures importantes,

(Suite page 4)

A PROPOS ...

(Suite de la page 2)

presse au Cambodge tant qu'il n'y aura pas une bonne loi pour la garantir" nous dit Pin Samkhon, président de l'Association des Journalistes Khmers (KJA). Deux bons projets ont déjà été élaborés, mais le risque est que le

Conseil des Ministres ou l'Assemblée ne déforme le nouveau projet comme le précédent. Le ministre de l'Information Yeng Mouly a garanti "70 % de liberté" mais ça, ce n'est pas la liberté. Et plus on attend, plus augmente l'instabilité de la presse. On voit déjà beaucoup d'auto-censure. Nous devons avoir un Conseil d'Ethique, composé de représentants de la Presse,

et reconnu par la loi. Et un Code d'éthique professionnelle. Il a d'ailleurs déjà été rédigé et imprimé".

contesté

Le sondage sur les hommes politiques réalisé entre le 18 et le 22 septembre par l'Association des Journalistes Khmers est contesté. Rappelons que ce sondage était très favorable au

gouvernement : 58 % des "sondés" estimaient que les performances du gouvernement étaient "bonnes" ou "très bonnes"; l'efficacité du premier Premier ministre était jugée "bonne" ou "très bonne" par 68 % des sondés; celle du deuxième Premier ministre par 52 % des sondés. Parmi les ministres, Sam Rainsy était estimé "très performant" par 54

(suite page 5)

GRANDS PROJETS, GRANDES OPTIONS

(Suite de la page 3)

pas d'équipements modernes, le projet devient invendable, et d'ailleurs peu ou pas rentable pour l'investisseur.

Et maintenant ? Le projet de China Town n'est nullement enterré, estime *Non Ferrous Metal*. "Il était sans doute trop ambitieux". On va donc proposer de le réduire. On pourrait commencer par 10 000 ou 20 000 immigrés seulement. Qui pourraient ne pas être uniquement chinois, mais recrutés dans d'autres pays, même sur d'autres continents. Et on va essayer de convaincre les responsables cambodgiens qu'il n'y a aucune arrière-pensée politique : les immigrés ne recherchent pas la nationalité cambodgienne. *Non Ferrous Metal* a envoyé tout récemment des lettres aux deux Premiers ministres, au ministre du Plan, et à M Keat Chhon.

La patience est une vertu traditionnelle des Chinois.



DIETHELM
TRAVEL

TAKE A BREAK

ARE YOU AN EXPATRIATE NEEDING A BREAK? DIETHELM TRAVEL'S NEWLY OPENED OFFICE IS READY TO ARRANGE WEEKEND TRIPS TO THAILAND, INCL. BEACH VACATIONS IN SAMUI, PHUKET OR PATTAYA, AROUND THAILAND TRIPS OR PACKAGE TOURS TO VIETNAM, LAOS AND MYANMAR. PLEASE CONTACT US FOR DETAILS.

DIETHELM TRAVEL (CAMBODIA) LTD.
NO 8, SAMDECH SOTHEAROH BLVD.
PHNOM PENH
TEL: (855-23)26648, 015-911271
FAX: (855-23)26676

BANGKOK ADDRESS:
KIAN GWAN BLDG 11,
140/1 WIRELESS RD,
BANGKOK 10330 THAILAND
TEL: (662)255-9150, FAX: 256-0248

Le projet

Kompong Chhnang

A 80 km au nord de Phnom-Penh, près de Kompong-Chhnang, les Chinois ont construit dans les années 70 une piste d'aviation de 2,5 km de longde long dans un but stratégique. Bien que seule piste capable, au Cambodge, de recevoir les plus gros avions commerciaux, elle ne sert à rien depuis 20 ans.

L'idée est venue à deux sociétés, l'une américaine, MGD (Mekong Development Group), l'autre cambodgienne, NSC (initiales des prénoms des enfants de son fondateur) de créer là un vaste complexe industriel, de 5km de côté (25 km²).

Il n'y a rien ? C'est justement l'un de leurs meilleurs arguments. A Kompong Chnaang, pas de problème d'expropriations, ni de "zonage", ni de conflits de pouvoirs comme à Kompong Som. En revanche, une situation idéale pour créer une zone industrielle accueillant 50 à 60 usines :

- on est près du Tonle Sap qui fournira l'eau nécessaire et par lequel arrivera le carburant.

- la piste permettra les importations et les exportations par avion-cargo : cette zone de Kompong Chnaang deviendra l'aéroport de fret du Cambodge, laissant les passagers à Pochentong;

- on est au centre du pays, et au centre d'une région agricole : légumes, fruits, fleurs, pourront être traités dans la zone industrielle, mais aussi, pourquoi pas, le

caoutchouc venu des provinces de l'est, ...

- on est à 20 km de la voie ferrée : une bretelle reliera la zone industrielle à Phnom-Penh et à Sihanoukville;

- une zone importante, en bordure de la piste, sera consacrée à l'armée de l'Air cambodgienne, comprenant un centre de formation des pilotes, un centre commercial, des logements etc ...

- très bien situé au centre de la Péninsule indochinoise, cet aéroport pourra devenir un aéroport international, jouant un rôle régional;

- cette zone industrielle permettra la création d'au moins 5000 emplois en 10 ans, dans la construction d'abord, puis dans tous les corps de métiers, des plus simples aux plus spécialisés.

Il faudra du personnel pour le nettoyage, de la main d'oeuvre, mais il faudra des ingénieurs, des contre-maitres, des contrôleurs aériens, des spécialistes de l'entretien, des hôteliers, des commerçants, des restaurateurs ... des douaniers, des transitaires, des transporteurs, ...

Il n'y a pas de limites aux activités qui pourraient s'installer sur ce site : industries textiles, électronique, agro-industries, conditionnement, fabrique de gants de caoutchouc, ... "L'impact socio-économique sera énorme !".

Il faudra construire une tour de contrôle, l'équipement d'aide à la navigation, ajouter 500 ou 600 mètres à la piste d'atterrissage et la doter d'un "D ring", construire des hangars, une centrale électrique, installer les

télécommunications, l'adduction d'eau, ... bref tout ce qui fait une zone industrielle utilisable et habitable. Coût de l'investissement : "au moins 1 milliard de dollars". Comme personne ne peut payer tout cela, il sera fait appel à des bailleurs de fonds internationaux, et aux investisseurs eux-mêmes : "nous leur dirons : vous vous occupez de votre usine, nous nous chargeons du reste".

Les six promoteurs (deux Cambodgiens-Américains, deux Américains, un Cambodgien et un Chinois de Hong-Kong), qui estiment avoir une bonne expérience du Cambodge d'une part, et des affaires d'autre part souhaitent qu'on leur confie la gestion de cette zone pour une durée de 35 ans, avec option préférentielle pour 35 années supplémentaires.

La formule proposée au Conseil de Développement du Cambodge : le gouvernement du Cambodge n'aura pas à apporter de fonds, mais il apportera le terrain pour une durée à déterminer. Au sein du Conseil d'administration quatre personnes représenteraient le gouvernement, et trois les sociétés MDG/NSC. Les bénéfices seraient partagés 50/50.

Voici trois ans que nous sommes ici, disent les promoteurs, et nous sommes patients. Nous savons que le CDC est surchargé, que le Comité des Investissements manque encore de personnel, et nous ne sommes pas sûrs que le délai de 45 jours sera respecté. Mais nous comptons bien avoir une réponse d'ici deux mois.

(suite de la page 1)

Aujourd'hui, l'opération "privatisation" touche à sa fin, si l'on excepte les grands services publics tels que la distribution de l'électricité ou de l'eau, pour lesquelles de grandes décisions restent à prendre. Voici la liste des entreprises privatisées depuis un an.

usine textile n°2 : 516 employés; masse salariale : 14 448 000 riels par mois. Reprise le 2 novembre 1993 pour 20 ans par World Trade Cambodia Co, **Thaïlande**. Activité nouvelle : tissage et impression. Loyer annuel : 86 666 \$/mois. Cette usine est en marche "assez fréquemment".

usine textile n°3 : 490 employés; masse salariale : 2.632.000 riels/mois. Reprise le 2 novembre 1993 pour 25 ans par P.P.S. Holding Pte Ltd, **Singapour**. Loyer annuel 110 000\$/an. Non encore en état de fonctionner.

usine textile n°5 : 94 employés; masse salariale : 2.632.000 riels/mois. Reprise le 2 novembre 1993 pour 20 ans par Integrity Apparels Pte Ltd, **Singapour**. Activité : coupe. Loyer annuel : 26.356\$. En réparation.

usine de tuyaux de Chamcar Mon : 54 employés; masse salariale 1.512.000 riels. Reprise le 2 novembre 1993 pour 20 ans par Cambodia Rubber and Plastic Ltd, **Thaïlande**. Activité : tuyaux en plastique. Loyer annuel : 22.000\$. En réparation.

Serviettes : 42 employés; masse ariale : 1.176.000 riels/mois. Reprise le 8 décembre 1994 pour 20 ans par Mekong River International Trade a n d Brokering, **Etats-Unis**. Activité : "tous genres". Loyer annuel : 15.666\$.

usine de verrerie : 162 employés; masse

salariale : 4.536.000 riels/mois. Reprise le 16 janvier 1994 pour 30 ans par Shanghai Heng Tong Co Ltd, **Chine**. Activité : miroirs. Loyer annuel : 95.600\$. En réparation.

usine textile n°1 : 450 employés, masse salariale : 12.600.000 riels/mois. Reprise le 23 mars 1994 pour 20 ans par Cambodia Garment Ltd, **Malaisie**. Activité : coupe et

Kork : 54 employés, masse salariale : 1.512.000 riels/mois. Reprise pour 20 ans le 22 avril 1994 par Nou Sam Nang, **France**. Activité : mécanique générale. Loyer annuel : 30.500 \$. En réparation.

usine de mécanique n°8 : 75 employés, masse salariale : 2.100.000 riels/mois. Reprise le 29 avril 1994 pour 20 ans par Hassan & Cy Ltd, **Cambodge**. Activité : presse et fonderie. Loyer annuel : 37.000\$. En réparation.

LE POINT SUR LES PRIVATISATIONS

tissage. Loyer annuel : 95.600\$. En réparation.

usine textile n°5 : 120 employés; masse salariale : 3.360.000 riels/mois. Reprise le 8 avril 1994 pour 25 ans par Tack Fat International Holding Ltd, Hong-Kong. Activité : coupe. Loyer annuel : 30.241\$. En réparation.

usine de pneumatiques n°2 à Tuol

Les douze privatisations réalisées entre début novembre 1993 et fin avril 1994 représentent :

- 2.087 emplois "réels" (la plupart des employés concernés sont sans activité).

- une économie de 58,5 millions de riels par mois pour l'Etat (salaires).

- des entrées de 536.529 dollars par an de loyers.

- et naturellement, lorsque ces usines seront de nouveau en activité, une diminution des importations correspondant à leur production, et des exportations.

Scierie de Chroui Chanvar : 27 employés, masse salariale : 868.000 riels/mois. Reprise par Shinwa Cambodia Co Ltd. Pas encore livrée à la mi-octobre 1994. Activité : équipement. Loyer annuel : 23.000\$.

Depuis fin avril, deux autres privatisations ont eu lieu :

- une division de la **Cie des matériels industriels** dite "le garage" (réparation de camions) : 120 employés. Louée à des Cambodgiens du **Cambodge**. Activité : confection. L'emploi devrait atteindre 1000 personnes.

- l'**usine mécanique n°6** (ancienne fabrique de clous) dont il ne reste qu'un terrain et des bâtiments inutilisables. Aucun employé. Une compagnie de **Malaisie** l'a loué le 14 octobre 1994 pour y faire une fabrique de vins à partir d'alcool de riz.

On observe que dans leur très grande majorité les repreneurs sont des sociétés asiatiques : 12 sur 14. Seules exceptions : une société à capitaux français, et une société à capitaux américains.

Que reste-t'il à privatiser ?
voir page 6

A PROPOS ...

(suite de la page 3)

% des sondés; Ung Huot par 11%; Norodom Sirivudh par 9 %.

grignoter

Bastos, marque de cigarettes jadis bien connue dans les trois pays de la Péninsule, va réapparaître en 1995, d'abord sur le marché cambodgien. Une étude d'impact réalisée par le

propriétaire, le groupe Bolloré (SDV) a donné de bons résultats. Objectif : grignoter la part de Malboro, d'abord au Cambodge, ensuite au Vietnam et au Laos. Les Bastos seront d'abord importées, ensuite fabriquées au Cambodge.

cyclos

Complément d'informations donné par la Secrétaire générale de l'Association des Conducteurs du Cambodge, Mme Saroeun Chu : des soins

gratuits pour les cyclos existent déjà. Il y a consultation tous les jours, par un médecin de Calmette, au siège de l'Association. Selon les rapports mensuels du docteur Paou Linar, il y a eu 137 consultants au mois d'août, 255 en septembre. Maux les plus fréquents : bronchites, typhoïdes, gripes, gastrites. Moins de plaies par accidents de la circulation qu'on ne s'y attendrait : 7 en août, 5 en septembre.

D'autre part, les cyclos et les moto-taxis reçoivent deux fois par semaine des cours de code par la route donnés par des policiers. Et on équipe progressivement les cyclos de peinture phosphorescente et de cataphotes. Des logements devraient être prochainement attribués aux conducteurs de cyclos et de taxi-motos, avec l'aide d'une ONG.

(suite page)

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Oui, des investissements ont été effectués au Cambodge dans le domaine industriel, confirme M. Hul Lim, sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'Industrie : cinq pour les deux derniers mois. Les négociations concernant ces investissements ont commencé il y a longtemps, ils ne sont pas issus du "guichet unique" créé par la loi d'investissements.

- *usine de fabrication de vins, "whiskies" etc ... à partir d'alcool de riz.* Les capitaux sont malaisiens. L'usine emploiera une centaine de personnes. Le contrat a été signé le 14 octobre. Il s'agit d'une "privatisation" concernant l'ex-"usine de mécanique n° 6", en fait simple terrain.

- *usine de de confection de vêtements.* Il s'agit de l'extension d'ateliers déjà existants. Capitaux venant de kong-Kong. Emploi : 1500 personne.

- *usine de confection de vêtements.* Capitaux singapouriens. L'extension des ateliers existants fera passer l'emploi de 100 personnes à 300.

- *papeterie.* Capitaux taiwanais. 100 personnes employées.

- *usine de fabrication de matelas en matière syn-thétique.* Capitaux : Cambodgiens de France et Cambodgiens du Cambodge. Environ 50 employés.

Beaucoup de projets, au moins une

dizaine, fait observer M. Hul Lim sont en cours d'examen au Conseil de Développement du Cambodge.

Que reste-t'il à privatiser ?

C'est le "chapitre noir", le dernier, de la longue histoire des privatisations, commencée en 1989 (voir *Cambodge Nouveau* n° 7). Six entreprises restent à vendre :

- 1) l'usine de pneus de Tak Mau : arrêtée depuis plus d'un an. 300 ouvriers.

- 2) l'usine de jute de Battambang : arrêtée depuis quelques mois, les produits (sacs) ne sont plus compétitifs. 600 ouvriers.

- 3) l'usine textile de Battambang : arrêtée depuis 3 ans. 600 ouvriers.

- 4) l'usine textile de Kompong Cham. Arrêtée depuis 3 ans. Plus de 600 ouvriers.

- 5) l'usine d'engrais (phosphates) de Kampot. Arrêtée. 120 personnes. Elle avait été louée à une compagnie chinoise, mais il y a eu beaucoup de problèmes, notamment de transports. Elle est retournée à l'Etat.

- 6) l'imprimerie du ministère de l'Industrie : elle fonctionnait, mais sans profits, la modernisation est impossible faute de capitaux.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Le décret portant sur le permis de construire, qui complètera la loi d'urbanisme et de construction (*Cambodge Nouveau* n° 15) est rédigé. Voici quelques dispositions prévues par ce texte (non encore adopté) :

. en limite de parcelle, les constructions seront édifiées soit en mitoyenneté, soit à 2m de la limite parcellaire. Cet espace de 2m sera laissé libre de toute construction.

. la distance minimale entre deux bâtiments non contigus est de 4m.

. il est interdit d'ouvrir des baies dans les murs mitoyens.

(...) lorsque le bâtiment est d'une hauteur supérieure à 8m, la distance minimale entre le mur percé de baie et la limite parcellaire est calculée de la manière suivante : la distance est égale à la moitié de la hauteur du bâtiment.

. l'emprise des constructions par rapport à la surface de la parcelle ne peut en aucun cas être supérieure à 75% pour les compartiments.

. Pour les maisons d'habitation, l'emprise des constructions ne peut être supérieure à 50% de la surface de la parcelle.

. Pour les immeubles d'au moins 15 logements et les hôtels, l'emprise ne peut être supérieure à 50% de la surface de la parcelle.

. lorsqu'un bâtiment est édifié à l'alignement de la voie publique ou en retrait de 4m de la voie publique, sa hauteur ne peut excéder la largeur de la rue pour toutes les voies inférieures ou égales à 20m. (...).

Directeur de la publication : Chu Sim-Phong
 Rédacteur en chef : Alain Gascuel
 Mise en page : Jean Cévennes
 Impression : Cambodia Informatics Center - CIC

10 rue Louis Em (ex 282)
 BP 836 Phnom Penh
 Royaume du Cambodge
 tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU
 est vendu exclusivement sur abonnement

bi-mensuel
 Politique, Economie, Finance

LE CORDON BLEU

Restaurant Français
 Salon de Thé, Glacier, Pâtisseries

A midi, Menus à 5 US\$, s.c.

Cuisine traditionnelle

Grands vins au meilleur prix

Ouvert tous les jours de 11h à 22h30 sauf dimanche

97, Bd Norodom Sihanouk - En face de Lucky Market
 Phnom Penh - Cambodge

interview

VAR HUOT

Ministre du Commerce

brouillard sur les échanges extérieurs

Il est vrai que notre connaissance des échanges extérieurs du Cambodge est assez imprécise, pour des raisons matérielles comme l'équipement de la Direction des Douanes. Mais aussi parce qu'on a supprimé les licences d'exportation et d'importation. C'est pourquoi j'ai demandé qu'on les rétablisse pour certains produits, principalement : les produits pétroliers, industriels, manufacturés, et quelques produits de consommation courante.

Ces licences donnent des informations sur les échanges extérieurs (assez imprécises parce qu'elles peuvent n'être utilisées que partiellement, ou de façon échelonnée dans le temps), mais elles donnent aussi des indications très utiles pour notre politique économique.

protéger les industries naissantes

Ainsi nous devons veiller à ce que des produits importés ne nuisent pas à nos industries naissantes. Exemple : la brasserie, les tôles ondulées, ... Il ne s'agit pas ici de protectionnisme, **je suis résolument favorable à la compétition des produits cambodgiens avec les produits importés.** Il s'agit plutôt de compatibilité. Il ne faut pas que les produits im-

portés empêchent le Cambodge de créer ses propres unités de production. Le gouvernement a le devoir de créer l'environnement et l'ambiance qui permettent au Cambodge de produire des marchandises compétitives.

exportations : qualité et emballages

Pour les exportations, je cherche à les développer. Le problème pour les produits agricoles est celui du contrôle de la qualité et celui de l'emballage. Le soja par exemple, dont nous exportons de grandes quantités à partir de la province de Kompong Cham, manque d'un équipement de standardisation qui assurerait une qualité constante. Pour acquiescer la reconnaissance sur les marchés extérieurs, il faut que les produits cambodgiens soient à la fois fiables et bien présentés.

l'exemple du textile

Pour les produits manufacturés, nous encourageons les investisseurs étrangers à exporter à partir du Cambodge. C'est déjà le cas pour l'industrie textile : trois exportateurs, venant de Singapour, de Hong-Kong et de Malaisie, exportent des vêtements vers l'Europe, où ils ne sont pas freinés par les quotas, et aussi vers la Finlande, la Norvège, l'Autriche. **Depuis trois mois, ces exportations ont rapporté au Cambodge 1 million de dollars.**

De même nous pouvons exporter du caoutchouc, du bois, des produits alimentaires, de la

bière (vers le Japon, où nous bénéficions aussi de la clause de la nation la plus favorisée), des produits de la mer, des produits artisanaux vers la France, ...

La Chambre de Commerce

La loi qui concerne la Chambre de Commerce sera soumise à l'Assemblée vers la fin octobre ou le début novembre. En principe, la Chambre relèvera du droit public. Comment sera-t-elle financée ? Je suis personnellement favorable à un financement public, comme le sont d'ailleurs le premier Premier ministre et le ministre des Finances. Mais le Cambodge n'est pas la France ni l'Allemagne : il n'a pas les moyens de financer cette chambre par une taxe. Il faudrait trouver d'autres moyens.

A l'Assemblée, il existe un fort courant en faveur d'une Chambre privée, pour des raisons de financement, mais aussi parce que dans tous les pays environnants, les Chambres sont privées. En Europe même, beaucoup de pays ont des Chambres privées. Et on fait observer aussi qu'à une époque où l'on ne parle que de privatisation : pourquoi ne pas privatiser la Chambre de Commerce ? Bien que je me batte bec et ongles, **il n'est pas impossible que les "privatistes" l'emportent.**

les taxes : du doigté !

Les taxes : si l'on en établit trop, on tue les échanges, et ça profite à la contrebande. Et si l'on impose trop les sociétés,

les investisseurs ne viennent pas. Nous ne devons pas oublier que vis à vis des investisseurs, nous nous sommes en compétition avec des pays comme le Vietnam, le Laos, la Chine, les Philippines, l'Indonésie, ... Nous devons séduire les investisseurs d'outre-mer comme les investisseurs locaux. D'autre part, il y a une priorité : l'emploi. Les entreprises de textile qui se sont installées ici emploient presque 2000 ouvriers, cela fait vivre une quantité de familles.

L'aide étrangère ne durera pas toujours. Elle assure le court et le moyen terme, mais nous devons montrer que le Cambodge s'aide lui-même, attirer les investisseurs avec une loi très favorable (8 ans de délai de grâce, 9% d'impôt sur les bénéfices et divers avantages non-fiscaux), donner confiance. Pour le long terme, ce sont les investissements privés qui apporteront la sécurité au pays.

investissements nouveaux : trop tôt

Pour l'instant, il est trop tôt pour juger de l'effet de la nouvelle loi sur les investissements. Tout relève du Comité des Investissements et du Conseil de Développement. Au ministère du Commerce, nous enregistrons les nouvelles sociétés que le "guichet unique" aura agréées.

La reproduction
des articles publiés par
CAMBODGE NOUVEAU
est
rigoureusement interdite

A PROPOS ...**déchets**

La PAD, chargée du nettoyage quotidien de Phnom-Penh (Cambodge Nouveau n° 15) doit recevoir 25 bennes à ordures neuves, dont la moitié environ en novembre. Les

quatre premiers mois de fonctionnement sont plutôt encourageants : 60 à 70 % des gens acceptent de payer pour le ramassage régulier des déchets : c'est mieux que prévu. Dans les districts de Srok Mean Chey et de Russey Keo, où les gens ont l'habitude de jeter les ordures dans le fleuve, ou de les enterrer, ils se

laissent convaincre d'attendre le passage des bennes.

raisons

On avance bien des raisons pour expliquer que M. Sam Rainsy se trouve écarté de son poste de ministre des Finances et de l'Economie malgré sa compétence, le soutien de la communauté internationale, de

la plupart des entreprises étrangères, et même de Sa Majesté le Roi. On lui reproche son autoritarisme, qui bouscule trop vite les réalités du Cambodge. Mais la raison avancée par certains dans l'entourage du ministre des Finances est la popularité croissante de M. Sam Rainsy, attestée par les sondages.

Speaker's corner

LES BIENFAITS ET LA RECONNAISSANCE

In'a jamais été contesté une seule fois que le peuple est laborieux. Et pourtant il ne mange pas à sa faim. S'ajoutant à la guerre qui a sévi dans la pays penadnt un quart de siècle, il est maintenant affronté à des inondations, et la plus touchée est la région la plus riche, Battambang, le grenier à riz.

Des secours sont partout apportés aux sinistrés, et ils sont partout symboliques, juste pour leur faire comprendre qu'on est toujours avec eux, qu'on ne les oublie pas comme dit le proverbe cambodgien "se faire des amis dans des occasions difficiles". C'est aussi une habitude de donner à manger à des affamés pauvres, si minime soit-il, pour en recueillir des reconnaissances plus grandes qu'en donnant un festin à des riches pour n'en recueillir qu'un simple remerciement.

Depuis bien longtemps le Cambodge en guerre, et encore ces dernières années, a reçu des aides en abondance d'une multi-

tude d'organisations non gouvernementales qui se sont donné la peine de se déplacer en tous endroits du pays pour distribuer des secours de première nécessité.

Si toutes se concertaient, et avaient un plan commun pour se déterminer et créer des centres de formation comme certaines l'ont déjà fait, afin de donner du travail pour toute une vie, alors la reconnaissance serait aussi pour toute la vie, et la création d'emplois apporterait

l' indispensable concertation

le bonheur au pays. Il est temps que les autorités prennent des contacts avec ces donateurs et se concertent pour mener une action conjuguée pour un bienfait durable.

Il en est ainsi du Comité de coordination pour la sauvegarde d'Angkor. On sauve ainsi le patrimoine mondial avec les séances de consultation techniques périodiques pour faire face aux besoins urgents, avec des moyens adéquats pour sauver la multitude des monuments dont 70 sont classés "patrimoine mon-

dial", sur une superficie de 400 km². Et dire que nous avons plus de 1000 monuments dont les actions de sauvetage sont tout aussi urgentes, mais en des endroits qui ne sont pas encore accessibles du fait de la guerre. Il est essentiel d'avoir une cohérence des divers projets, et de travailler dans des normes techniques et financières, bien connues des autorités cambodgiennes, de telle façon que les aides apportées par les pays donateurs soient reçues de la manière la plus efficace, et non pas disparate.

Avec la concertation des donateurs et des receveurs, qui relève de la responsabilité des gouvernants, il est bien utile de ménager les moyens en vue de buts bien précisés. L'exemple en est donné par la sauvegarde d'Angkor, dont toute décision est soumise à l'agrément du gouvernement.

Les ONG auraient intérêt à en faire autant et de constituer une sorte de groupement pour présenter un projet. Ainsi la souveraineté nationale serait respectée et les habitants profiteraient au maximum, de façon durable, sinon pour toute la vie, des oeuvres humanitaires.

Ses Phim

découper suivant le pointillé

**La bolée de cidre
contre cette pub.**

R · I · V · E · R · S · T · D · E
P O O L T E R R A C E
Ouvert de 11h00 à 22h00

GRAND BARBECUE TOUS LES SOIRS À PARTIR DE 18H30 \$12.50



Grillades

Pizza au feu de bois

Crêpes Bretonnes

Salades Exotiques

Coupes Glacées

Soirée Khmère le vendredi soir avec spécialités culinaires cambodgiennes et spectacle de danses folkloriques par l'École des Beaux Arts de Phnom Penh

US\$ 16.00



Hotel Sofitel Cambodiana
P H N O M P E N H